

La lutte contre le réchauffement climatique, enjeu planétaire

Le changement climatique, provoqué notamment par les émissions croissantes de gaz carbonique, occasionne d'ores et déjà, de graves dégâts sur le plan environnemental depuis la fin du XIXe siècle, avec notamment un réchauffement de la planète de 1.1°C, une augmentation du niveau des mers de 20 à 23 cm, des inondations et des vagues de chaleur plus intenses. Les actions menées depuis la première conférence mondiale sur l'environnement à Stockholm en 1972 n'ayant jusqu'ici qu'un effet limité compte tenu du difficile arbitrage entre les contraintes du court et moyen termes et les exigences du long terme.

Si la tendance actuelle se poursuit, il est probable, selon le rapport « le Monde en 2040 vu par la CIA » qu'au cours des vingt prochaines années, le réchauffement de la planète dépassera 1.5°C et atteindra 2°C entraînant des conditions atmosphériques propices à des catastrophes naturelles plus intenses, et dans certains cas plus fréquentes, sous forme notamment de tempêtes, d'ouragans, d'inondations et de sécheresses.

Tous les pays sont concernés par ces sombres perspectives à moins qu'il y ait un sursaut salutaire de la part de la communauté internationale et particulièrement de la part des pays à l'origine de la dégradation environnementale. D'où l'importance de la conférence internationale des Nations Unies (COP 26) qui se tient du 1^{er} au 12 novembre 2021 à Glasgow en Ecosse pour faire le point de l'état de réalisation des engagements pris et convenir éventuellement de nouvelles mesures pour le futur.

C'est ce qui se dégage de l'article d'Éric Albert « Qui paiera pour sauver la planète ? » paru dans le quotidien « Le Monde » du mercredi 20 octobre 2021 dont nous publions, ci-après un extrait, compte tenu de la pertinence des éclairages apportés sur la transition climatique qui s'annonce.

Extrait d'un article d'Éric Albert paru dans le quotidien « Le Monde » « Qui paiera pour sauver la planète ? »

« Alors que la COP26, la conférence sur le climat, s'ouvre le 31 octobre, à Glasgow, en Ecosse, le monde n'est pas en chemin pour limiter le réchauffement à 1,5 °C. En cause, les énormes investissements nécessaires.

La bonne nouvelle d'abord : limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C est possible. « Les solutions sont disponibles, et beaucoup d'entre elles sont peu chères », notait l'Agence internationale de l'énergie (AIE) mercredi 13 octobre 2021.

La mauvaise nouvelle, connue de tous, est que le monde n'est absolument pas en chemin pour y arriver. Pour rester à 1,5 °C, l'humanité peut encore émettre en tout et pour tout 325 gigatonnes de CO2. Au rythme actuel, ce « budget carbone » sera épuisé dans huit ans. Pour 2 °C de réchauffement, il tiendra environ vingt-cinq ans. Et c'est tout. Au delà, chaque émission supplémentaire signifie un réchauffement plus virulent.

Le grand écart entre le scénario espéré, pour lequel se sont engagés les pays du monde entier lors de l'accord de Paris en 2015, et la réalité **s'explique en grande partie par un problème : l'économie**

Pour atteindre la neutralité carbone en 2050, comme le promet notamment l'Union européenne, il faut changer le système électrique, éteindre les centrales à charbon, mettre fin aux véhicules à essence, mieux isoler les logements, remplacer les chauffages par des pompes à chaleur, inventer de nouveaux processus industriels pour l'acier et le ciment... Le chantier est gigantesque et coûteux.

Alors que la COP26 débute le 1er novembre, Le Monde tente de répondre à deux questions de base : comment financer la transition écologique ? Et qui paie ?

Selon Adair Turner¹: « La transition climatique d'ici à 2050 aura un impact nul sur le niveau de vie ou le PIB par habitant. » En clair, économiquement, les gens ne souffriraient pas de cette transition. « Mais ça ne veut pas dire que la transition n'a pas de coût », corrige-t-il immédiatement.

« VERDIR » LA PRODUCTION ÉLECTRIQUE

Explication. Son scénario – il en existe des dizaines relativement similaires – consiste à suivre les étapes suivantes.

Il faut d'abord « verdier » la production électrique, avec de l'éolien et du solaire (et dans son cas, du nucléaire) ;

ensuite, il faut « électrifier » l'économie : les voitures deviennent électriques, le chauffage électrique est généralisé, la production d'acier se met à fonctionner avec des fours à arc électrique...

Initialement, cette transformation coûte très cher. Mais à terme, elle produit des économies.

L'exemple typique est la voiture électrique, qui est plus coûteuse à l'achat mais plus économique à l'utilisation. La même chose est vraie de la production électrique : une fois installé, une éolienne ou un panneau solaire est très économique à faire fonctionner.

Pour mettre en œuvre la transition climatique, la planète fait donc face à un véritable mur d'investissements avant d'espérer en tirer les bénéfices.

Rien que pour le secteur de l'énergie, l'Agence Internationale de l'Energie estime qu'il faut 4 000 milliards de dollars (3450 milliards d'euros) d'investissement par an d'ici à 2030. C'est plus du triple de ce qui est actuellement injecté dans les énergies vertes.

Suivant les estimations et les régions, les économistes s'entendent sur le même ordre de grandeur : il faut 2 % à 3 % de produit intérieur brut (PIB) supplémentaires consacrés à l'investissement.

En comparaison, entre 2010 et 2019, l'investissement mondial – tous secteurs compris – s'élevait en moyenne à 24,3 % du PIB. Deux à trois points supplémentaires, ce n'est donc pas insurmontable, mais c'est « loin d'être négligeable macro économiquement », note l'économiste Jean Pisani Ferry, auteur d'une récente note sur la transition climatique pour le Peterson Institute for International Economics. Cette hausse de l'investissement mondial signifie mécaniquement une réallocation des flux financiers vers moins de consommation. M. Turner l'illustre avec un exemple :

« Pour un ménage, investir dans une pompe à chaleur coûte autour de 15 000 euros. Pour celui-ci, cela va forcément dire un peu moins de sorties au restaurant, de départs en vacances ou de loisirs. »

¹ Le Britannique a été, entre 2008 et 2012, le président du Committee on Climate Change, l'organisme étatique qui conseille le gouvernement britannique sur sa stratégie climatique. Il a aujourd'hui monté un cercle de réflexion, l'Energy Transitions Commission, qui cherche à déterminer les scénarios les plus crédibles pour atteindre la neutralité carbone à travers le monde.

La même chose s'applique au niveau macroéconomique. En clair, même dans cette vision « optimiste » d'un coût nul à l'horizon de 2050 la transition provoquerait d'abord une baisse du pouvoir d'achat pendant les quinze prochaines années, avant que les gains ne se fassent sentir.

Selon M. Pisani Ferry, l'ordre de grandeur du choc de la transition climatique serait proche de celui... du choc pétrolier de 1974. Pour faire ce calcul, il reprend les travaux des économistes Nicholas Stern et Joseph Stiglitz, qui estiment que pour limiter le réchauffement à 2 °C, le CO2 à travers le monde devrait valoir entre 50 et 100 dollars la tonne d'ici à 2030. Sachant que l'humanité émet actuellement 36 gigatonnes de CO2 par an, et que celui-ci coûte seulement 10 dollars la tonne en moyenne (cela varie fortement suivant les régions et les secteurs), cela correspondrait à un choc de 3,7 % du PIB (en mettant le CO2 à 100 dollars). « En comparaison, le choc pétrolier de 1974 (...) était de 3,6 % de PIB », rappelle M. Pisani Ferry. Certes, l'économie mondiale s'est remise du choc pétrolier, preuve que l'obstacle n'est pas insurmontable, mais les bouleversements qui en ont découlé ont été énormes.

FAIRE PAYER LES ÉMISSIONS

La transition climatique provoquerait le même profond changement d'organisation de l'économie. Comme les mines de charbon de l'Occident qui ont autrefois fermé, des secteurs entiers vont disparaître et seront remplacés par d'autres. Avec de vastes défis pour accompagner socialement les populations qui perdront leurs emplois. « Il y a 1 200 techniciens spécialisés dans les pompes à chaleur au Royaume-Uni et 130 000 spécialisés dans les chaudières à gaz », note Rebecca Heaton, d'OVO Energy, un fournisseur d'électricité britannique. Il faudra inverser le ratio.

En décortiquant précisément soixante-quinze secteurs, le cabinet de consultants McKinsey a calculé à 1 000 milliards d'euros par an les investissements nécessaires pour une transition vers la neutralité carbone en 2050 pour la seule UE. « Il s'agit de 800 milliards qui sont déjà investis dans des actifs et des technologies à forte intensité carbone, mais qui doivent être redirigés vers d'autres activités décarbonées, et d'un effort de 180 milliards supplémentaires », précise Sébastien Léger, l'un des coauteurs du rapport.

Qui paiera ? Le secteur privé ? *En partie seulement, répond McKinsey. Selon le cabinet, seuls 39 % des investissements nécessaires sont actuellement rentables. Mais si la tonne de CO2 valait 100€ et que ce prix était appliqué à l'ensemble de l'économie, les ¾ d'entre eux deviendraient rentables.*

La conclusion est sans appel : pour avoir un espoir de réussir la transition, il faut faire payer les émissions de gaz à effet de serre. *L'UE le fait déjà partiellement, mais uniquement dans le secteur de la production d'énergie, des industries lourdes et des vols aériens intérieurs. Il faut élargir cette action à tous les domaines. « On peut réussir à concilier économie et climat, mais le rôle des gouvernements et de la planification est extrêmement important », conclut M. Léger. « Il faut des politiques publiques déterminées », renchérit M. Turner. C'est vrai pour le prix du CO2, les normes environnementales ou encore les dépenses publiques... La COP26 est en ce sens très importante pour envoyer un signal clair aux investisseurs. »*

Eric Albert (Le Monde du mercredi 20 octobre 2021)